



D'où partons-nous ?

Comme on pouvait s'y attendre, la plupart des économistes du 19^{ème} siècle considéraient les inégalités entre les sexes comme naturelles et souhaitables, C'était la même chose, à l'époque de l'esclavage, pour les inégalités entre les « races »



L'économiste libéral John Stuart Mill s'y oppose.

On est en 1850 ; il dénonce le postulat d'un ordre naturel racialisé.

Pour lui cependant, ce n'est pas la loi de l'offre et de la demande qui est en cause, celle-ci lui convient (c'est un « libéral »), mais le préjugé raciste largement partagé à l'époque.

Il affirme que tout ceci n'a rien de divin et qu'il est du devoir des êtres humains de résister à la tyrannie et à l'injustice.

Dans le même esprit, Mill dénonce la vision sexiste et essentialiste de l'humanité, très largement dominante à l'époque.

Les lois et les coutumes interdisent alors aux femmes de s'instruire, de voter, d'accéder à un travail rémunéré au nom de la nature et de l'ordre divin.

Stuart Mill les prend au mot : si c'est « naturel » alors pourquoi interdire, légiférer... Si vraiment les femmes ont des capacités intellectuelles et physiques moindres que les hommes alors il est inutile de les empêcher d'accéder aux études ou aux métiers ; le tri se fera tout seul ; Et si elles sont faites pour le foyer, il est inutile de les y contraindre.

Il pense alors que les libertés individuelles mettront fin à l'assujettissement des femmes et conduiront à l'égalité.

Son objectif affiché est la maximisation du bonheur individuel et du bien-être collectif, dans la lignée d'un autre économiste Jérémy Bentham (mort en 1832), classé dans les utilitaristes.

Jérémy Bentham (fin du 18^{ème}-début 19^{ème} donc) défendait la dépénalisation de l'homosexualité, la contraception, le droit au plaisir, le droit au divorce....

Les économistes « classiques » à la même époque adoptent une tout autre approche sur le terrain des inégalités. Ils prédisent cependant comme Stuart Mill, s'agissant des échanges économiques, une harmonisation naturelle des intérêts individuels et de l'intérêt collectif.

Libéraux, ils ne voient pas de problème avec le capitalisme et ne tiennent pas compte du poids des inégalités de fait qui pèsent très lourd et freinent l'accès aux désirs, à l'égalité.

Karl Marx, au contraire, a bien analysé que la concurrence des travailleurs entre eux tourne toujours à l'avantage des capitalistes et aboutit à une barbarie. La planification et l'objectif de satisfaction des besoins de tous et toutes lui apparaît une meilleure optique que le laisser-faire des libéraux.

L'égalité de droits est certes un préalable indispensable à l'égalité de fait, mais ne suffit pas.

Dans une société capitaliste,

- qui prône la concurrence, la loi de l'offre et de la demande, avec plus ou moins de règles pour l'encadrer,
- qui rend possible l'accumulation individuelle,
- et où les puissants se dotent de moyens d'influence importants,

l'égalité de fait n'est tout simplement pas possible.